

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE

1 rue Gaspard Monge
CS 10761
22300 Lannion

Références : CJ-XG-2024-07-08
Code AIOT : 0100032219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE implanté 37 BD COZ PORS 22730 TREGASTEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection des établissements de présentation au public

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE
- 37 BD COZ PORS 22730 TREGASTEL
- Code AIOT : 0100032219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Aquarium marin de Trégastel propose un parcours de visite centré sur la découverte des espèces présentes en bassins, bassins construits sous les chaos granitiques.

L'ensemble des installations et les conditions de fonctionnement font l'objet de l'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
3	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.	Demande d'action corrective	2 mois
6	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.	Demande d'action corrective	4 mois
7	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.	Demande d'action corrective	2 mois
8	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
9	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
11	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
13	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12	Demande d'action corrective	4 mois
17	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Demande d'action corrective	1 mois
19	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	Demande d'action corrective	10 jours
20	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Demande d'action corrective	1 mois
22	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28	Demande d'action corrective	1 mois
23	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	Demande d'action corrective	4 mois
25	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Demande d'action corrective	1 mois
27	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43	Demande d'action corrective	2 mois
28	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45	Demande d'action corrective	1 mois
30	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51	Demande d'action corrective	2 mois
31	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
33	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55	Demande d'action corrective	6 mois
34	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57	Demande d'action corrective	6 mois
36	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.	Sans objet
10	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Sans objet
12	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 11	Sans objet
14	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14	Sans objet
15	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15	Sans objet
16	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	Sans objet
21	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27	Sans objet
24	établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	zoologiques à caractère fixe et permanent,	article 32	
26	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42	Sans objet
29	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
32	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	Sans objet
35	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58	Sans objet
37	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitation de l'établissement doit prévenir et réduire les risques d'accidents, en particulier
- Échangeur thermique du circuit I6 e rouillé et fuite importante
- Bac tampon tuyauterie non sécurisée
- Vanne du filtre à sable 1.2 du circuit E défectueuse
- Électrovannes rouillées et inutilisables dans le local de traitement
- Absence de ventilation dans le local machine
- Absence de circuit de refroidissement pour tous les bacs du local reserve
- Le capacitaire doit effectuer les missions en conformité avec sa fiche de poste de 2024
- Développer la conservation et la pédagogie

2-4) Fiches de constats

N° 1 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.

Constats : NON CONFORME La fiche de poste du capacitaire a été revue et signée mais le recrutement d'un nouvel agent pour permettre au capacitaire d'effectuer ses missions n'est pas finalisé . Absence de formations pour l'actualisation des connaissances du personnel
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : NON CONFORME Le capacitaire doit effectuer les missions en conformité avec sa fiche de poste de 2024
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
Constats : NON CONFORME Les protocoles mentionnés dans le règlement de service ne sont pas présents : inspection visuelle, nourrissage . Ces protocoles doivent être affichés de manière visible dans les locaux de préparation alimentaire
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les protocoles mentionnés dans le règlement de service ne sont pas présents : inspection visuelle , nourrissage . Ces protocoles doivent être affichés de manière visible dans les locaux de préparation alimentaire
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.

Thème(s) : Élevage, Règlement intérieur
Prescription contrôlée : Le règlement intérieur fixe notamment :- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public. Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent. Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.
Thème(s) : Élevage, Règlement de service
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe :- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;- les règles propres à assurer le bien-être des animaux. Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.
Constats : Non CONFORME Absence de protocole pour manœuvres dangereuses
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.
Thème(s) : Élevage, Plan de secours
Prescription contrôlée : Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.
Constats : NON CONFORME Analyse de risque non réalisée et absence de scénarii
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.
Thème(s) : Élevage, Dossier sanitaire
Prescription contrôlée : Le dossier sanitaire contient les informations suivantes :- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites ;- les cas de maladie apparus dans l'établissement et les constatations faites, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés ;- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement ;- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats ;- les résultats des examens post mortem de tous les animaux morts dans l'établissement, y compris les animaux mort-nés ;- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ. Le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments. Il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.
Constats : NON CONFORME Absence d'examen post mortem
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.
Constats : NON CONFORME -Échangeur thermique du circuit I6 e rouillé et fuite importante -Bac tampon tuyauterie non sécurisée -Vanne du filtre à sable 1.2 du circuit E défectueuse -Électrovannes rouillées et inutilisables dans le local de traitement - Absence de ventilation dans le local machine -Absence de circuit de refroidissement pour tous les bacs du local reserve
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste. Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.
Constats : NON CONFORME Local de secours en attente de fin des travaux

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce. Avant d'héberger une nouvelle espèce, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.
Constats : NON CONFORME Absence de système de refroidissement pour les bacs du local réserve
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 11
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce. Les animaux vivant en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité. Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe. La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce. Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;- la composition des troupes et la cohabitation interspécifique.
Constats : NON CONFORME Absence de Protocoles pour certains animaux : maintien en captivité de la vive (<i>Echiichthys vipera</i>). Petite roussette (<i>Scyliorhinus canicula</i>) : incubations - dons - conservation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public. Il est interdit au personnel de fumer lorsqu'il travaille à proximité des animaux ou lorsqu'il prépare leur nourriture. Lorsqu'elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en oeuvre.

Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en oeuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.
Constats : NON CONFORME CONFORME pour l'alimentation NON CONFORME pour la signalétique <ul style="list-style-type: none"> mettre en place dans la cuisine le plan de rationnement alimentaire des animaux qui doit être à jour et visible par le personnel chargé des animaux mettre en place dans le local réserve un tableau avec les espèces présentes dans les bacs et leur rationnement
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> mettre en place dans la cuisine le plan de rationnement alimentaire des animaux qui doit être à jour et visible par le personnel chargé des animaux mettre en place dans le local réserve un tableau avec les espèces présentes dans les bacs et leur rationnement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : NON CONFORME Le plan de travail près du lavabo n'est pas réservé à la préparation de la nourriture et encombré de prises électriques ou divers matériels
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.
Constats : NON CONFORME Décongélation des aliments dans l'évier ou sur le plan de travail Réfrigérateur pour décongélation lente non mis en fonctionnement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours

N° 20 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : NON CONFORME Absence de procédures écrites fixant les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles. Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite. Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.
Constats : NON CONFORME En période de forte affluence , le bassin des juvéniles dans la salle 1 et le bassin des roussettes n'est pas protégé des visiteurs . Il a été constaté que de nombreux enfants mettaient les mains dans les bassins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 23 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.
Constats : NON CONFORME Absence de ventilation dans le local machine pouvant entraîner une augmentation de la température dans le local réserve : néfaste aux animaux Absence de circuit de refroidissement pour tous les bacs dans le local réserve -Échangeur thermique du circuit I6 e rouillé et fuite importante -Bac tampon tuyauterie non sécurisée -Vanne du filtre à sable 1.2 du circuit E défectueuse -Électrovannes rouillées et inutilisables dans le local de traitement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 24 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empê-

cher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.
Constats : NON CONFORME En période de forte affluence , le bassin des juvéniles dans la salle 1 et le bassin des roussettes n 'est pas protégé des visiteurs . Il a été constaté que de nombreux enfants mettaient les mains dans les bassins
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 26 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les établissements s'attachent les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables des établissements, de la mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent. Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées. Toute suspicion de maladie réputée contagieuse mentionnée à l'article D. 223-21 du code rural, ainsi que toute confirmation de maladie à déclaration obligatoire mentionnée à l'article D. 223-1 du code rural, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au directeur départemental des services vétérinaires. Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, les établissements bénéficient du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux. Les animaux nouvellement introduits dans les établissements font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière. Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en œuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux. Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.
Constats : NON CONFORME Absence de protocole écrit
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 28 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les causes des maladies apparues dans les établissements doivent être recherchées.Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés.Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.
Constats : NON CONFORME Absence d'autopsies
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 29 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux.Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée.Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : CONFORME Absence de fiche d'identification des cadavres présents dans le congélateur
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place une fiche d'identification des cadavres présents dans le congélateur
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement.Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement.Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.
Constats : NON CONFORME Les vestiaires ne sont pas finalisés et la douche n'est pas fonctionnelle.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 31 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents. L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.
Constats : NON CONFORME Absence de registre
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 32 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54
Thème(s) : Élevage, De la participation aux actions de conservation des espèces animales.
Prescription contrôlée : Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.
Constats : CONFORME mais à développer
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : développer la contribution aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55
Thème(s) : Élevage, De la participation aux actions de conservation des espèces animales.
Prescription contrôlée : Les établissements contribuent auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'ils détiennent en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.
Constats : Conforme / Non conforme Des programmes sont présents mais insuffisants . Les programmes sont à développer par le capital.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Des programmes sont présents mais insuffisants . Les programmes sont à développer par le capital.

citaire
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 34 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en oeuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
Constats : conforme/ Non conforme La pédagogie est présente mais doit être actualisée . Absence de pédagogie dans la nurserie et dans l'espace des embruns
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La pédagogie est présente mais doit être actualisée . Absence de pédagogie dans la nurserie et dans l'espace des embruns
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 35 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :- nom scientifique ;- nom vernaculaire ;- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;- répartition géographique ;- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ;ainsi que, le cas échéant :- statut de protection de l'espèce ;- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce. Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.
Constats : CONFORME sauf les actions entreprises en vue de la conservation des espèces.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Précisez les actions entreprises en vue de la conservation des espèces.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 36 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les établissements fournissent au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation. L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Le présent article ne s'applique pas aux établissements ouverts au public dont l'activité principale consiste en la production d'animaux d'espèces non domestiques, notamment à des fins alimentaires.</p>
<p>Constats : NON CONFORME</p> <p>Les informations sont présentes mais doivent être réactualisées et des informations doivent être mises en place au niveau de la nurserie et de la zone des embruns</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'Information complémentaire au public entre M5 et M6. - Absence de panneau information sur réchauffement climatique. - Absence d'Information complémentaire au niveau de la cascade. "cycle de l'eau" - Absence d'Informations complémentaires entre I6 et I7. (ex : cycle bio coquette (<i>Labrus mixtus</i>)) . - Absence de présentation des actions de conservation.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les informations sont présentes mais doivent être réactualisées et des informations doivent être mises en place au niveau de la nurserie et de la zone des embruns</p> <ul style="list-style-type: none"> - Information complémentaire au public entre M5 et M6. - panneau information sur réchauffement climatique. - Information complémentaire au niveau de la cascade. "cycle de l'eau" - Informations complémentaires entre I6 et I7. (ex : cycle bio coquette (<i>Labrus mixtus</i>)) . - Présenter les actions de conservation.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 37 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65</p>
<p>Thème(s) : Élevage, De la prévention des risques écologiques.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.</p>
<p>Constats : CONFORME</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>